



**Communiqué de presse à l'issue du Congrès Départemental  
des 11 et 12 février 2021**

Le syndicat Sud éducation 56, deuxième organisation syndicale représentative du Morbihan, s'est réuni les jeudi 11 et vendredi 12 février 2021, à Vannes, au lycée Lesage, pour tenir son Congrès départemental.

Ce congrès est l'occasion pour le syndicat de faire le point sur l'actualité de l'éducation, de l'école à l'université, mais également de débattre sur des sujets de société et de préciser ensemble notre ligne.

Sud éducation dénonce depuis des années la précarité dans l'Éducation nationale, et soutient donc les actuels mouvements de revendication des accompagnant.e.s des élèves en situation de handicap (AESH) et assistant.e.s d'éducation (AED).

Nous défendons l'école publique et nous opposons à la baisse des moyens qui lui sont alloués (tout particulièrement à la réduction du nombre des enseignants qui conduit à des classes plus chargées). Cette baisse ne peut que contribuer à dégrader l'enseignement public et favoriser les écoles privées, allant ainsi dans le sens d'une marchandisation de l'enseignement. Le Grenelle de l'éducation n'est qu'une entreprise de communication visant à faire mine de prendre soin de l'école publique alors qu'en réalité on l'affaiblit. Il s'agit, au fond, pour le gouvernement d'ouvrir au privé le marché de l'éducation.

Comme nous défendons l'école publique et laïque, nous persistons à réclamer la suppression du financement par l'État et les collectivités des écoles privées sous contrat.

Pour les écoles maternelles et primaires, nous réaffirmons notre opposition à l'instauration d'une direction d'école, dans la logique de toujours plus de pouvoir hiérarchique. Nous dénonçons la dangereuse inflation des évaluations à tout crin, ainsi que le manque de remplaçant.e.s.

Au collège et lycée, nous dénonçons les suppressions de postes, menant arithmétiquement à des classes toujours plus chargées. Au collège le seuil maximum autorisé d'élèves par classe est désormais au-delà de 30. Au lycée, à mesure que la réforme se met en place, nous constatons la dégradation des conditions de travail pour les élèves comme pour les enseignant.e.s.

Nous demandons la réouverture des universités dans le respect du protocole sanitaire (les écoles, collèges et lycées étant ouverts). Nous nous opposons à La loi de programmation de la recherche.

Notre syndicat est depuis longtemps résolument féministe et anti-sexiste.

Notre syndicat est depuis longtemps résolument anti-raciste, et à ce titre nous dénonçons le projet de loi dit « projet de loi contre le séparatisme », qui n'est que trop largement la traduction légale de la xénophobie ambiante à l'égard, tout particulièrement, des musulman.e.s.